ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

A VENDRE plus amples changements s'adresser à M. Jacques Bonnecaze, 1 rue Bienville, ou à M. Bonnecaze sur les lieux. Le shop est situé sur la rue Bienville, entre les rues Dauphine et Bourbon, côté nord de la ville.

1 sept—1 sept 30

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Germania, Insurance Co., vs Knorr O'Brien Cotton Seed Cleaning & Linting Co., Limited.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans.—No. 23,908.—En vertu d'un writ de Mari Facias à moi adressé par l'Honorable Pierre Children, juge de la Première Cour de Cité de la Nlle-Orléans, le procédural à vendre à l'enchère publique, aux Nos 60 et 62 rue Lafayette, entre les rues Commerce et Tchoupitoulas, le MARDI, 20 septembre 1892 à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Une semi-lain-pompe, trois "linters," un "gin pulley," arbres de couche pour éventails, soupapes, cinq "belles de cylinder," et à peu près 1,600 sacs pour graine de coton.

Saisi dans l'affaire mentionnée et numérotée ci-dessus, d'après un inventaire enregistré dans ces bureaux.

Conditions—Comptant sur les lieux.

WM. NELSON,
9 sept—9 15 20 Constable.

Succession de Veuve Antony Trautmann.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 36,704.—Division E. Attendu que Louis Gericke fr. a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Veuve Antony Trautmann, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qu'cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par James M Pagand Jr, exécuteur testamentaire de ladite succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
14 sept—14 17 23 Greffier.

Succession de Caroline Just, femme de Rudolph Muller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 36 708.—Division D.—Attendu que Rudolph Müller a présenté sa pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Caroline Just, femme de R. Müller, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
14 sept—14 17 23 Greffier.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Francine Lacoste femme de Matthew Tamer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 36,729.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Matthew Tamer administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10 sept—10 14 18 Greffier.

Succession de Mme E. B. Kemp.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 36,674.—Division E.—Attendu que Edgar B. Kemp a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme E. B. Kemp, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10sept—10 14 18 Greffier.

Succession d'Ernest Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,935.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Paul A. Marchand, administrateur et liquidateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
9 sept—9 13 17 Greffier.

Succession de Ernest Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,935.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Paul A. Marchand, administrateur et liquidateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
9 sept—9 13 17 Greffier.

Succession de Arthur Gautinel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 36,650.—Division E.—Attendu que Mme Blanche Gautinel a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Arthur Gautinel, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
8 sept—8 13 17

AVIS AUX CREANCIERS.

M. Schwartz & Co. et als. vs. Hollaway & Carter, Limited.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,211.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le troisième compte présenté par Henry Gardes et W. S. Thompson, commissaires liquidateurs des créanciers de cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
A. V. FLOTTE,
10 sept—10 14 18 Greffier.

Succession d'Ernest Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,935.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Paul A. Marchand, administrateur et liquidateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
9 sept—9 13 17 Greffier.

Succession de Arthur Gautinel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 36,650.—Division E.—Attendu que Mme Blanche Gautinel a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Arthur Gautinel, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
8 sept—8 13 17

AVIS AUX CREANCIERS.

M. Schwartz & Co. et als. vs. Holloway & Carter, Limited.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,211.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le troisième compte présenté par Henry Gardes et W. S. Thompson, commissaires liquidateurs des créanciers de cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
A. V. FLOTTE,
10 sept—10 14 18 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 33,788.—Division B.—Ordre de Cour.—Raymond Ducos vs ses créanciers.—Comme il appert que le répit demandé par la pétitionnaire dans cette affaire a été refusé par ses créanciers, qu'une réunion des créanciers de Raymond Ducos, insolvable dans cette affaire, soit convoquée et tenue de la manière prescrite par la loi pardevant Jeff O. Wenck, notaire public, en son bureau, No 158 rue Commune, en cette ville, le LUNDI, 15me jour d'août 1892, à 11 heure A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit insolvable, élire un syndic, voter sur sa décharge, sur les conditions de vente de sa propriété et sur toutes autres matières qui peuvent leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 14 juillet 1892.
(Signé) F. A. MONROE,
Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division C, siégeant à la place de l'Hon. Fred. D. King, juge de la dite cour, Division B, maintenant absent sur congé.

Pour copie conforme:
JNO. H. MANUEL, Député Greffier.
13juil—4 aoû 20

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie que la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage—un tombre vendu par Express, sans frais supplémentaires.

ALEXANDER, Le présent sherif de la Commercials de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui fut confirmé dans décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en fonction jusqu'en 1895.

Il appert en outre, que la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE voyez que la Billet soit émis à la Nouvelle Orléans; que les lots soient tirés en Public, et que les tirages aient lieu aux endroits avec les signatures des Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, Secrétaire d'Etat, Auditeur, Trésorier et Surintendant de l'Education Publique, qui forment la Commission de Loterie, et que la Compagnie de Loterie soit tenue de remettre au Trésorier de l'Etat, pour les besoins de l'Institution des Aveugles, une somme égale à 5 pour cent de la vente de chaque tirage.

Les Billets officiels de la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE sont signés par le Président et le Secrétaire de la Commission de Loterie, portent le SCEAU de l'ETAT, et sont datés du jour du tirage.

Le Congrès ayant passé des lois défendant l'envoi de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage—un nombre vendu, par Express, sans frais supplémentaires.

ALEXANDER, Le présent sherif de la Commercials de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui fut confirmé dans décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en fonction jusqu'en 1895.

Il appert en outre, que la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE voyez que la Billet soit émis à la Nouvelle Orléans; que les lots soient tirés en Public, et que les tirages aient lieu aux endroits avec les signatures des Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, Secrétaire d'Etat, Auditeur, Trésorier et Surintendant de l'Education Publique, qui forment la Commission de Loterie, et que la Compagnie de Loterie soit tenue de remettre au Trésorier de l'Etat, pour les besoins de l'Institution des Aveugles, une somme égale à 5 pour cent de la vente de chaque tirage.

Les Billets officiels de la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE sont signés par le Président et le Secrétaire de la Commission de Loterie, portent le SCEAU de l'ETAT, et sont datés du jour du tirage.

Le Congrès ayant passé des lois défendant l'envoi de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage—un nombre vendu, par Express, sans frais supplémentaires.

ALEXANDER, Le présent sherif de la Commercials de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui fut confirmé dans décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en fonction jusqu'en 1895.

Il appert en outre, que la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE voyez que la Billet soit émis à la Nouvelle Orléans; que les lots soient tirés en Public, et que les tirages aient lieu aux endroits avec les signatures des Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, Secrétaire d'Etat, Auditeur, Trésorier et Surintendant de l'Education Publique, qui forment la Commission de Loterie, et que la Compagnie de Loterie soit tenue de remettre au Trésorier de l'Etat, pour les besoins de l'Institution des Aveugles, une somme égale à 5 pour cent de la vente de chaque tirage.

Les Billets officiels de la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE sont signés par le Président et le Secrétaire de la Commission de Loterie, portent le SCEAU de l'ETAT, et sont datés du jour du tirage.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

Plus d'Un Quart de Million Distribué.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et ne peut jamais être abrogée ou annulée faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages de numéros simples ont lieu tous les vingt-cinq mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Reconnue depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt nlement des lots, attestés ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
P. E. Early
M. A. Labadie
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. M. WALMSLEY, Pres. La. Nat. Bank.
P. LANAUX, Prest. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank

TIRAGE MENSUEL DE $5.00

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 SEPT. 1892.

GROS LOT: $75,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de...	$75,000, soit	$75,000
1 Lot de...	20,000,.....	20,000
1 Lot de ..	10,000,....	10,000
1 Lot de ..	5,000,.....	5,000
2 Lots de .	2,500,.....	5,000
5 Lots de..	1,000,.....	5,000
25 Lots de..	300,.....	7,500
100 Lots de..	200,.....	20,000
200 Lots de..	100	20,000
300 Lots de..	60,.....	18,000
500 Lots de..	40,.....	20,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de	$100, soit.....	$10,000
100 Lots de...	$60, —	6,000
100 Lots de...	$40, ...	4,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$20, soit.....	$19,980
999 Lots de	$20, ...	19,980
3,434 Lots se montant à.....		$265,460

PRIX DU BILLET:

Entier, $5; Deux-Cinquièmes $2; Un Cinquième, $1; Un Dixième, 50 cents; Un Vingtième, 25 cents.

Prix pour les clubs, 11 billets entiers [ou leur équivalent en fractions pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresses à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et fai signature lisible.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie que la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage—un nombre vendu, par Express, sans frais supplémentaires.

ALEXANDER, Le présent sherif de la Commercials de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui fut confirmé dans décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en fonction jusqu'en 1895.

Il appert en outre, que la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE voyez que la Billet soit émis à la Nouvelle Orléans; que les lots soient tirés en Public, et que les tirages aient lieu aux endroits avec les signatures des Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, Secrétaire d'Etat, Auditeur, Trésorier et Surintendant de l'Education Publique, qui forment la Commission de Loterie, et que la Compagnie de Loterie soit tenue de remettre au Trésorier de l'Etat, pour les besoins de l'Institution des Aveugles, une somme égale à 5 pour cent de la vente de chaque tirage.

Les Billets officiels de la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE sont signés par le Président et le Secrétaire de la Commission de Loterie, portent le SCEAU de l'ETAT, et sont datés du jour du tirage.

Le Congrès ayant passé des lois défendant l'envoi de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage—un nombre vendu, par Express, sans frais supplémentaires.

ALEXANDER, Le présent sherif de la Commercials de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui fut confirmé dans décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en fonction jusqu'en 1895.

Il appert en outre, que la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE voyez que la Billet soit émis à la Nouvelle Orléans; que les lots soient tirés en Public, et que les tirages aient lieu aux endroits avec les signatures des Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, Secrétaire d'Etat, Auditeur, Trésorier et Surintendant de l'Education Publique, qui forment la Commission de Loterie, et que la Compagnie de Loterie soit tenue de remettre au Trésorier de l'Etat, pour les besoins de l'Institution des Aveugles, une somme égale à 5 pour cent de la vente de chaque tirage.

Les Billets officiels de la Louisiane ne l'Etat de LOUISIANE sont signés par le Président et le Secrétaire de la Commission de Loterie, portent le SCEAU de l'ETAT, et sont datés du jour du tirage.

ANNONCES JUDICIAIRES.

Succession de Mme Amelia Imhof, épouse de Jacob Imhof.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 33,036.—En vertu d'un ordre de vente datée le 18 août 1892, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, Nos 73 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 28 septembre 1892, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

1° **Un certain lot de terre**, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Franklin, Liberté, Erato et Thalie. Le dit lot est désigné par le No 9, conformément à un plan de O. A. Hoa n, et mesure trente-deux pieds neuf pouces et cinq lignes de face à la rue Erato, sur une profondeur de cent vingt-huit pieds entre lignes parallèles. Etant la même propriété qui a été acquise par Jacob Imhof, de Mme W. H. C. Hayes, par acte pardevant Benjamin Cry, notaire de cette ville, le 9 juin 1885, enregistré au bureau de transfert de cette ville, livre 120, folio 392.

2° **Un certain lot de terre**, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Union, Bons-Enfants [maintenant St-Claude] Bagatelle (maintenant Bourbon) et Remparts, adjacents les uns aux autres, formant l'enceinte des rues Union et Bons-Enfants (maintenant St-Claude) mesurant soixante-neuf pieds cinq pouces de face à la rue Union, sur soixante-trois pieds six pouces de profondeur et face à la rue Bons-Enfants [maintenant St-Claude], et l'autre lot mesure cinquante-huit pieds quatre pouces de face à la rue Union, sur une profondeur de soixante-trois pieds six pouces.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
15 août—15 22 29—sept 5 12 17

ANNONCE JUDICIAIRE.

George Jurgens vs. Colin E. McNeil.

Vente de propriétés dans le Sixième District.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 36,476.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 73 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 28 septembre 1892, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

1° **Deux certains terrains** avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le sixième district de cette ville, carré d'îlet 455 anciennement carré d'îlet No 75, borné par les rues Berlin, Dryades, Baronne et Avenue Napoléon, et désignés comme lots de terrain Nos 19 et 20, sur un plan de P. A. D'Hémécourt, député voyer, en date du 16 janvier 1891, et annexé à un acte de vente passé pardevant E. H. Upton, notaire, le 22 janvier 1891; les dits terrains Nos 19 et 20 mesurent chacun, d'après le plan en question, trente pieds de façade rue Berlin, sur cent vingt-cinq pieds de profondeur entre lignes parallèles.

2° **Un certain morceau de terre**, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent dans les mêmes district et carré d'îlet que la propriété précédemment décrite, lequel morceau de terre mesure dix pieds de façade rue Baronne, et commence à une distance de cent vingt-cinq pieds du coin des rues Berlin et Baronne, et mesure de cette façade dix pieds, et à une distance de soixante pieds, entre lignes égales et parallèles, vers la rue Dryades où il s'élargit de huit pieds vers l'avenue Napoléon, et à cet endroit mesure dix-huit pieds de façade, continue à s'étendre à une distance de cent vingt-cinq pieds, entre lignes égales et parallèles, vers la rue Dryads et me uve dix-huit pieds à l'arrière. Le dit morceau de terre est désigné comme partie des terrains 23 et 12 sur un plan de W. C. Fulham, architecte, en date du 21 mars 1891, annexé à un acte de vente passé pardevant E. H. Upton, notaire, le 25 mars 1891.

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,
Shérif civil de la paroisse d'Orléans.
27août—27—sept—3 10 17 24 28

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété dans le Sixième District

John Jos. Paquette vs. Mme Janie Kinsbury, femme du Dr Ernest H. Smith et son mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 36,124.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, Nos 73 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 17 septembre 1892, à 11 heures A. M., de la propriété ci-dessous décrite, à savoir:

Premièrement—Deux certaines lots de terre et une portion d'un autre lot de terre situés dans le Sixième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Valence, Laurel, Constance, anciennement Live Oak et Bordeaux, désignés par les Nos 25 et 26 et une portion de lot No 10; Les dits lots se touchent et mesurent comme suit; les lots Nos 25 et 26 mesurent chacun vingt-sept pieds de face à la rue Valence, sur une profondeur de cent vingt pieds entre lignes parallèles et la dite portion de lot No 10 mesure trente pieds de face sur une ligne parallèle aux et cinquante quatre pieds de distance de la rue Constance, anciennement Live Oak, avec une profondeur parallèle aux dites entre lignes parallèles vers la rue Laurel; cent six pieds, laquelle dite portion comprend tout excepté cinquante-quatre pieds de la façade ou dit lot No 10. Le tout conformément à un plan annexé à un acte passé pardevant J. D. Taylor, notaire, le 9 octobre 1891 que le plaignant dans cette affaire a acquis la propriété de John S. Richard.

Deuxièmement—Quatre certaines lots de terre situés dans le même District et fiet que la propriété premièrement ci-dessus décrite, désignés comme lots 20 et 21, 22, 23 et 24 sur un plan fait par E. H. Pitts, voyer, en date du 6 un 1870, conformément à un plan du voyer fait par R. W. Reed, voyer de la ville de Lafayette, le 23 novembre 1869. Dans une telle cession cette annexée à un acte passé pardevant John F. Conrey, notaire en cette ville, le 27 juin 1870. Les dits lots se touchent et mesurent chacun vingt six pieds de face sur la rue Valence, sur une profondeur de cent vingt pieds, entre lignes parallèles; laquelle propriété ci-dessus est plus amplement décrite par le No 9, dans l'îlet désigné par le No 99, borné par les rues Remparts, Bourgogne, Toulouse et St-Louis, d'après un plan annexé à un acte de vente passé pardevant E. H. Monvisso, ex-notaire, le 5 novembre 1858, mesurant vingt-quatre pieds de face à la rue des Remparts sur soixante-cinq pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,
Shérif civil de la paroisse d'Orléans.
9 sept—9 10 17 24—oct 1 5

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriété bien située, dans le Troisième District,

No 389 rue Nord Rempart entre Esplanade et Kerlerec, occupé par Geo D. Geddes, directeur de pompes funèbres.

No 384 rue Nord Rempart entre Kerlerec et Esplanade, un élégant cottage élevé.

Succession d'Elina Marguerite Félicité Foy.

No 36,425.—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

PAR SPEAR & ESCOFFIER—Placide J. Spear, Encanteur—Bureau: No 3 1/2 rue Carondelet—MERCREDI, 12 octobre 1892, à midi, il sera vendu à l'encan à la Bourse St-Charles, dans la Rotonde de l'Hôtel St-Charles, rue St-Charles, entre Gravier et Common, en vertu d'un ordre de l'Hon. N. H. Righter, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, et Thalie. Le dit lot est désigné par le No 9, conformément à un plan de O. A. Hoa n, et mesure trente-deux pieds neuf pouces et cinq lignes de face à la rue Erato, sur une profondeur de cent vingt-huit pieds entre lignes parallèles. Etant la même propriété qui a été acquise par Jacob Imhof, de Mme W. H. C. Hayes, par acte pardevant Benjamin Cry, notaire de cette ville, le 9 juin 1885, enregistré au bureau de transfert de cette ville, livre 120, folio 392.

2° **Un certain lot de terre**, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Union, Bons-Enfants [maintenant St-Claude] Bagatelle (maintenant Bourbon) et Remparts, adjacents les uns aux autres, formant l'enceinte des rues Union et Bons-Enfants (maintenant St-Claude) mesurant soixante-neuf pieds cinq pouces de face à la rue Union, sur soixante-trois pieds six pouces de profondeur et face à la rue Bons-Enfants [maintenant St-Claude], et l'autre lot mesure cinquante-huit pieds quatre pouces de face à la rue Union, sur une profondeur de soixante-trois pieds six pouces.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
15août—15 22 29—sept 5 12 17

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriété bien située, dans le Troisième District,

No 389 rue Nord Remparts entre Esplanade et Kerlerec, occupé par Geo D. Geddes, directeur de pompes funèbres.

No 384 rue Nord Remparts